

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

- MARS 1964 -

GREVES DE PRINTEMPS

MARS 1963, les mineurs sont en grève. Prévue initialement pour 48h par les bureaucrates syndicaux, la grève durera 35 jours, défiant et ridiculisant le gouvernement qui a réquisitionné les mineurs. Mais pendant un mois, ceux-ci vont se battre seuls. Alors que toutes les conditions sont réunies pour un mouvement général, que les travailleurs sont galvanisés par la combativité des mineurs dont les revendications sont valables pour tous les syndicats vont tout faire pour éviter l'unité d'action. Aucun mouvement ne sera tenté ni dans le secteur privé, ni même dans le secteur public ou nationalisé. La solidarité va se réduire à des discours, à des quêtes, à des défilés. Or, face à un gouvernement et à un patronat durs, qui ne relâchent leur exploitation que contraints et forcés, la lutte isolée, dans un seul secteur est nécessairement vouée à l'échec. La grève se terminera dans la confusion, le gouvernement n'accordant rien de plus que ses promesses antérieures.

FEVRIER 1964, à St-Nazaire, les licenciements menacent. Comme en 1955, les métallos se battent seuls.

Discours, défilés, promesses, c'est toute la panoplie syndicale. Aucun mouvement de solidarité n'est prévu alors qu'un peu partout le patronat jette à la rue les travailleurs dont il n'a plus besoin. Le gouvernement, rassuré devant cette tactique d'enterrement de lère classe, envoie ses CRS à St-Nazaire, licencie plus de 200 métallos pendant que 300 autres sont mis à la retraite en attendant la suite.

MARS 1964, après deux semaines de tractations laborieuses entre les diverses boutiques syndicales le principe d'une grève le même jour, la même année et presque tous ensemble est décidé. Ce qui était impossible l'année passée en pleine grève des mineurs ou le mois dernier avant les licenciements de St-Nazaire, le devient aujourd'hui, mais pour 24h seulement. Les mineurs et les métallos sont d'ailleurs invités cordialement à se joindre à cette démonstration. Dûment prévenu à l'avance, le gouvernement refuse de faire le beau geste de quelques pour cent d'augmentation sur les 4 % prévus en octobre et pas avant. Tous les travailleurs sont conscients qu'une

grève où les fonctionnaires sont en majorité, où les métallos ne sont appelés qu'à débrayer, où l'EDF est partagée entre des mots d'ordre contradictoires, cette grève de 24h ne gênera guère le patronat et ne fera pas céder le gouvernement.

Alors, attendrons-nous le printemps 1965 qui, avec les violettes, ramènera encore notre grève annuelle de 24h? Combien d'exemples seront encore nécessaires pour que les travailleurs se décident à prendre leur

sort entre leurs mains? Tant que la classe ouvrière acceptera que des bureaucrates, quels qu'ils soient, décident en son nom de ce qu'elle doit faire et du moment où elle peut le faire, aucune lutte véritable contre l'exploitation ne sera possible. Ce sont les travailleurs, à l'usine, sur le chantier, dans les bureaux qui doivent eux-mêmes s'organiser pour décider leurs actions, le moment de les déclencher et les moyens pour les faire aboutir.

POSITIONS OUVRIERES SUR LES GREVES

Dans les discussions qu'entraîne de temps en temps le sabotage éhonté des grèves par les organisations syndicales, les bureaucrates ont coutume de prétendre qu'eux-mêmes, bien sûr, seraient partisans d'une action énergique, mais que ce sont les travailleurs qui ne veulent pas en entendre parler. Nous nous faisons donc un plaisir de reproduire deux textes diffusés à l'occasion de la grève du 18 mars par des travailleurs de la R.A.T.P., qui montrent une fois de plus combien la conscience de classe de simples ouvriers est supérieure aux mesquines manoeuvres de leurs soi-disants dirigeants.

Le premier émane d'ouvriers de l'Atelier Central de la R.A.T.P.

(Championnet), organisés en section du Syndicat Autonome Ouvrier (S.A.O.). Le second est une lettre ouverte diffusée par un groupe d'ouvriers du dépôt de Clichy, qui appuie les propositions présentées par les ouvriers de Championnet, et en ajoute quelques autres, qui nous paraissent fort intéressantes.

Ceci ne signifie pas que nous reprenions à notre compte toutes les positions contenues dans ces textes. En particulier, les camarades en question semblent nourrir encore beaucoup d'illusions sur ce qu'il est possible d'attendre des centrales syndicales, et ils n'expliquent pas nettement que pour renverser la situation il faudra que les travailleurs s'organisent par leurs propres moyens sur des bases entièrement nouvelles.

S.A.O.

SECTION DE L'ATELIER CENTRAL

Consciente d'être l'interprète de la majorité des camarades, qui estiment que le stade des actions les unes après les autres, grèves tournantes, etc..., est dépassé, la section du S.A.O. a proposé à la dernière

intersyndicale le texte ci-dessous.

Camarades, nous vous demandons d'en discuter, de le propager, pour que demain l'unité ne soit pas un vain mot.

T E X T E P R O P O S E

Les sections syndicales C.G.T. - F.O. - C.F.T.C. - S.A.O. de l'A.C., considérant que le "non catégorique" fait aux cheminots par le gouvernement, est valable en fait pour tous les salariés de l'Etat, ainsi que, au delà du secteur public, pour le secteur privé, demandent instamment à leurs bureaux respectifs de se réunir pour qu'ils lancent un appel à toutes les confédérations, ayant pour but l'organisation d'une manifestation de tous les travailleurs des services publics,

le même jour
à la même heure
au même endroit

comme première étape d'une lutte d'ensemble.

Elles proposent, afin d'unifier la lutte, les mots d'ordre suivants:

15 000AF par mois et pour tous
Les 40 heures sans perte de salaire
L'échelle mobile des salaires, avec contrôle
ouvrier sur les prix.

LETTRE OUVERTE AUX ORGANISATIONS
SYNDICALES DE LA R.A.T.P.

Camarades,

De nombreuses organisations syndicales appartenant à la C.G.T., à F.O., ainsi que la F.E.N., reconnaissent qu'il n'est plus possible de s'opposer à la politique anti-ouvrière pratiquée par le gouvernement, entreprise après entreprise, corporation après corporation.

Le personnel ouvrier du dépôt de Clichy, s'en félicite. En effet, à chaque fois que cela lui fut possible, il a souligné que l'alternative posée dans la période présente à la classe ouvrière était: l'affrontement avec le grand capital et son gouvernement, en se dressant tous ensemble comme un bloc, ou subir leur politique anti-ouvrière.

C'est pourquoi il a proposé la tenue d'une conférence démocratique des travailleurs de la R.A.T.P. de toutes catégories, destinée à définir un programme commun, et à examiner les moyens pour le faire aboutir. Cette conférence étant une étape vers la constitution d'un seul front

de lutte, face à la politique gouvernementale et patronale.

Ayant pris connaissance de la résolution ci-dessus reproduite, proposée par la section syndicale du S.A.O., de Championnet, aux autres sections syndicales, il estime que les propositions qu'elle contient correspondent totalement aux exigences de la situation. Il approuve donc pleinement cette résolution, et vous demande la faire vôtre (comme il l'aurait fait pour toute proposition émanant de toute autre organisation et allant dans ce sens).

Cette lettre ouverte a été signée et son édition a été financée par 63 ouvriers du dépôt de Clichy.

x x x x x

Dans un communiqué daté du 7/3/64 les bureaux syndicaux C.G.T. demandent aux travailleurs de discuter et de décider l'action qui s'impose.

La section syndicale C.G.T. (ouvriers) du dépôt de Clichy, en tant que telle, affirme son total accord avec la lettre ouverte aux organisations syndicales de la R.A.T.P. Cette lettre exprime en effet l'opinion de la quasi-totalité du personnel ouvrier du dépôt de Clichy.

UN EXEMPLE D'ORGANISATION: LES A.T.E. de LA THOMSON-HOUSTON.

Le Centre-Nord de la Thomson-Houston emploie 270 agents techniques électroniciens, chargés des mesures et de la mise au point du matériel électronique. Leur salaire moyen est d'environ 800F par mois, pour 45 heures de travail par semaine. En 1959 et 1961, les A.T.E. avaient pris part aux luttes revendicatives des ouvriers de la Thomson, participant notamment aux Comités d'Action qui s'étaient constitués à cette occasion.

Une fois les luttes étouffées par l'habituelle tactique syndicale des débrayages tournants, toute action générale du personnel Thomson a cessé, mais la leçon n'a pas été perdue pour les A.T.E., qui ont fort bien compris que même les

revendications les plus modestes ne pourront aboutir que s'ils prennent eux-mêmes leurs affaires en mains.

L'occasion vient justement de se présenter. Tout comme leurs camarades des autres usines de la région parisienne, les A.T.E. de la Thomson sont divisés par le patron en une multitude de catégories, qui permettent d'exploiter chacun au maximum en lui faisant miroiter la carotte de l'avancement. C'est donc avec un sens très sûr de leurs intérêts que ces travailleurs exigent aujourd'hui, comme première étape, la réduction des catégories à quatre, avec des coefficients correspondant à la profession d'agent technique métallurgiste.